

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: - (1981)
Heft: 593

Artikel: L'uranium, c'est leur affaire
Autor: [s.n.]
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1012074>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 15.03.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

L'uranium, c'est leur affaire

La Suisse en chasse de l'uranium indispensable au fonctionnement régulier de ses centrales nucléaires: négociations au Canada, coups d'œil vers l'Australie. Du pétrole à l'uranium, les dépendances se suivent et se ressemblent.

On sait que si les sept «cœurs» dominent un peu plus de la moitié de la production mondiale du pétrole, une pareille concentration de pouvoir économique et financier se retrouve dans la production d'uranium: là, les plus grandes sociétés extractrices se sont regroupées — nous avons suivi les menées de ce cartel dans ces mêmes colonnes — au sein de l'Uranium Institute dès 1975 pour faire la loi sur le prix de vente... et les résultats de cette sainte alliance mondiale et énergétique (ne pas oublier que les géants de l'or noir, répuant à mettre tous leurs œufs dans le même panier, se sont très rapidement intéressés au nucléaire, jusqu'à contrôler, aux Etats-Unis par exemple, plus de la moitié de la réserve d'uranium) ne se

ont pas fait attendre puisque le prix de l'uranium s'est trouvé multiplié par sept de 1974 à 1977. La position de cette association de producteurs, pratiquement sans concurrents sur le marché, est d'autant plus forte que les réserves d'uranium dans le monde (principaux producteurs: le Canada, les Etats-Unis et l'Afrique du Sud, suivis par la France, l'Australie, le Niger, le Gabon, la République centrafricaine, l'Espagne, l'Argentine et d'autres) n'ont pas été recensées encore avec exactitude.

Les tribulations helvétiques au long de cette quête difficile et inévitable de l'uranium, qui est le lot de tous les pays industrialisés dépourvus de cette richesse-là et ayant mis sur le nucléaire, sont loin de leur terme, on peut en être certain. On est même en droit de penser que la tâche des négociateurs sera de plus en plus ardue.

Expliquons-nous! Jusqu'à ces tout derniers mois, on conservait l'espoir que les activités du cartel de l'uranium pourraient être mises à jour et éventuellement être combattues à l'échelle internationale. Par un heureux concours de circonstances, la hausse brutale du prix de l'uranium avait en effet semé la zizanie dans le camp nucléaire: l'un des

principaux constructeurs de centrales, Westinghouse, s'était retrouvé piégé comme les pays consommateurs, dans l'incapacité de tenir ses engagements vis-à-vis de ses clients, à savoir de leur fournir de l'uranium à des conditions inférieures à celles du marché au moment de la vente des usines; le dos au mur, Westinghouse s'était résigné à «casser la baraque», accusant 29 firmes de former un cartel et portant toute l'affaire devant un tribunal de Chicago.

RIDEAU!

Las, on avait manifestement trop attendu d'une issue judiciaire à ce combat au sommet entre frères ennemis. En mars dernier, la dernière des sociétés mises en cause par Westinghouse annonçait qu'elle était parvenue à un accord à l'amiable avec la plaignante et que de ce chef l'action devant la justice s'éteignait. Rideau: les activités du cartel de l'uranium resteront donc cachées au public et tous les chantages au «besoin» resteront possibles sur les pays engagés dans cette nouvelle dépendance.

Pour situer les enjeux, on appréciera les termes du compromis consenti par les sociétés minières, com-

DÉMOCRATIE

Un an d'autonomie dans les rues zurichoises

Mai 1980 - mai 1981: une année de troubles et de négociations à Zurich. Une grande revendication: l'ouverture d'un centre autonome. Mais le débat ouvert, on s'est progressivement rendu compte que les racines de la tension étaient largement plus profondes que ne le laissaient apparaître les batailles de rues, pourtant très violentes à l'échelle helvétique. Pour avoir une idée des événements et des enjeux mis à jour par la crise zurichoise, consulter la somme éditée par le parti socialiste «Eine Stadt

in Bewegung». Ci-dessous, pour mémoire, une rapide chronologie, inspirée du dossier publié par «Volksrecht» du 13 mai dernier (le quotidien socialiste suit de près l'actualité du mouvement zurichoise et accumule, pratiquement jour après jour, une documentation précieuse et critique sur le sujet), sans prétention de rappeler toutes les étapes d'un face à face qui aura mis à jour tout un système économique et social:

- 17 mai 1980: fête du Groupe Action pour la «Rote Fabrik»; les participants exigent l'organisation d'une manifestation contre les 60 millions de crédits prévus au budget pour l'opéra.
- 30/31 mai: pendant deux nuits entières, 1000

jeunes affrontent la police dans les rues de Zurich.

- 4 juin: première assemblée générale du mouvement.

- 7 juin: 54% des votants disent «oui» au crédit pour l'opéra.

- 28 juin: le centre autonome est ouvert, sous la responsabilité du parti socialiste (de nouveaux heurts avec la police avaient eu lieu une semaine plus tôt — cette fois-là 9000 participants).

- 12 juillet: démonstration «sauvage» de près de 200 personnes; réponse massive de la police qui force des manifestants dans une église.

- 1^{er} août: 4000 personnes se regroupent en une démonstration pacifique qui se termine par un bain collectif dans le lac de Zurich.